



Denis de Rougemont *Faire des Européens*

Essais sur l'École et l'Université

DENIS DE ROUGEMONT

FAIRE DES EUROPÉENS
Essais sur l'École et l'Université

Préface de Charles BEER

Textes présentés et annotés par

Nicolas STENGER

avec la collaboration de

François SAINT-OUEN et Jonathan WENGER

Éditions La Baconnière

Préface

«Votre action détruit notre futur.» Le jugement de Greta Thunberg, à l'encontre des politiques, est sans appel. Cette jeune collégienne suédoise de 16 ans milite contre le changement climatique et manifeste avec ses camarades tous les vendredis devant le Parlement à Stockholm. Par sa prise de parole devant la COP 24 à Katowice en décembre 2018, puis par son déplacement à Davos en janvier suivant, dans le cadre du Forum économique mondial (WEF), le slogan «*Skolstrejk för klimatet*» («Grève de l'école pour le climat») a fait le tour du monde et s'est transformé en actes et mobilisations. En Suisse, pratiquement dans toutes les villes, les collégiens ont fait grève. Ils se sont rassemblés par milliers pour dénoncer l'inaction des politiques face aux menaces qui pèsent sur notre planète.

Daniel Curnier, docteur de l'Université de Lausanne, ayant effectué des études en développement soutenable à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève, a travaillé sur les fondements et les finalités de l'institution scolaire¹. Dans une interview au journal *Le Temps* le 31 janvier 2019, il y dénonce le fait que, contrairement aux textes officiels affirmant l'objectif de former des citoyens dotés d'un esprit critique et respectueux de l'environnement, les priorités des plans d'étude ne contribuent pas à «un changement social qui permettrait d'affronter les problèmes auxquels nous sommes confrontés».

Défenseur acharné de la personne, de l'écologie, du fédéralisme et de l'Europe, auxquels il a voué l'essentiel de ses travaux et de son combat, Denis de Rougemont a intitulé l'un de ses derniers ouvrages, véritable testament politique, *L'Avenir est notre affaire*. L'avenir ne s'invente pas plus qu'il ne se décrète. Il se construit, selon Denis de Rougemont qui, tout au long de son existence d'écrivain et de philosophe, a évoqué l'institution scolaire comme élément central d'un changement de paradigme.

Tout au long des textes rassemblés dans le présent ouvrage et dans d'autres contributions, Denis de Rougemont ne cesse d'attaquer l'institution scolaire, de la mettre en cause. Ainsi, dans *Les Méfaits de l'instruction publique*, pamphlet au vitriol publié en 1929, il dénonce, alors qu'il a à peine plus de 20 ans, une école «vendue à des intérêts politiques» et ni plus ni moins qu'un «crime contre la civilisation».

Ce qu'il qualifiera lui-même dans les années 1970 de vengeance contre ce qu'il a vécu comme écolier à Couvet, dans sa commune natale, prend la forme d'un procès de l'institution scolaire, décliné en une succession de réquisitoires. Programmes, méthodes, évaluations, discipline et formation des enseignants, rien ne survit à sa charge. Denis de Rougemont brosse le portrait d'une école qui maltraite les élèves, leur personne, particulièrement s'ils ont des difficultés ou, au contraire, des facilités, en leur imposant un même rythme, de mêmes exigences, un même «gavage».

L'année 1929 correspond au krach boursier qui entraîne le monde dans la Seconde Guerre mondiale. C'est une période

durant laquelle le nationalisme et les idéologies totalitaires, relayés aussi par l'institution scolaire, se rejoignent jusqu'aux préludes de l'apocalypse.

En 1972, une année avant le premier choc pétrolier, Denis de Rougemont revient sur son ouvrage de jeunesse avec la *Suite des Méfaits*. Le monde occidental vit alors la fin des « trente glorieuses », marquées par la construction du multilatéralisme et de l'Europe, les investissements et la croissance économique, les progrès scientifiques et la réduction des inégalités. Mais c'est aussi la guerre froide, de laquelle il tirera une forme de rééquilibrage de son discours sur l'instruction scolaire en Europe occidentale.

Dans son texte « Former des Européens » (1956), deux anti-modèles définitivement réhabilités y sont dénoncés, celui des États-Unis d'Amérique et celui de l'Union soviétique. Le premier pour son excès de liberté sans travail ni effort, le second pour son excès d'autorité niant toutes capacités de choix. Les deux mènent au même désastre : l'absence de sens critique, le manque de culture et l'incapacité à résister aux pressions du moment. Par opposition, Denis de Rougemont y défend l'idée d'un modèle européen à développer, mettant en tension permanente les valeurs de liberté et d'autorité pour faire de la personne, but de l'éducation, un être « à la fois libre et responsable ».

La critique des systèmes éducatifs, malgré ses variations de forme et d'époque, met en évidence sa pensée et lui permet, du pamphlet à la proposition, une plaidoirie inlassable pour

la transmission des savoirs parallèlement à la formation des esprits. L'art de conjuguer instruction et éducation. À cet égard, il ne manqua pas de mettre en évidence la contribution de Genève en matière de nouvelle pédagogie.

L'importance que Denis de Rougemont accorde à l'enseignement primaire transcende naturellement le règlement de comptes et l'enjeu des premières années d'instruction. C'est l'avenir de l'Université et de nos sociétés qui en dépendent.

Faut-il vraiment instruire et éduquer? Le débat a rebondi, avec force et vigueur, au début de ce siècle, en pleine période de mondialisation, résultant de politiques de libéralisation tous azimuts et d'échanges commerciaux décuplés, issus des conséquences de la collision entre la chute du rideau de fer et l'invention du Web. Si la période a changé, les défis restent les mêmes. Ou plutôt ils resurgissent. Alors que se déployaient, au niveau international au début des années 2000, les réformes visant à promouvoir la prise en compte des rythmes de chaque élève et l'évaluation formative, la fin du redoublement automatique en cas d'échec, le principe de différenciation, la reconnaissance en chaque élève d'une personne, se levait brusquement un vent hostile en réaction. Le retour à l'école traditionnelle apparaît dans nombre de programmes de partis politiques. En Suisse, les votations sur l'école s'additionnent. À Genève, une initiative réclamant le retour des notes est lancée et votée massivement par le peuple; elle dit son rejet massif des recherches des pédagogues qu'elle qualifie de «pédagogistes».

Même si ce sont les réformes qui ont été attaquées de front, c'est donc bien la philosophie dans laquelle elles s'inscrivaient qui fut la cible de leurs détracteurs, prônant la fin des réformes scolaires et le retour à l'enseignement le plus traditionnel, tel que mis à l'index par Denis de Rougemont.

Quelle fut donc la raison d'un tel mouvement? Toutes les formes de soubresauts, charriées par la mondialisation, génèrent des inégalités profondes qui entraînent angoisse et insécurité dans la population et une grande difficulté de l'institution scolaire à y faire face.

Des années après le raidissement de l'institution scolaire, les pays occidentaux et l'Europe se trouvent confrontés, nouvelle conséquence d'une mondialisation non maîtrisée, à une phase de retour du nationalisme et du populisme sans précédent. Pour en comprendre les raisons, force est de constater que les périodes historiques et les changements qui les caractérisent influencent toujours l'institution scolaire, dans l'ensemble de ses composantes. Finalement, des années vingt aux «trente glorieuses», de la Seconde Guerre mondiale à la mondialisation contemporaine, l'École s'adapte à ses époques, plus qu'elle ne les précède ou ne les façonne. Quelquefois pour le pire.

Les préoccupations de Denis de Rougemont doivent se lire sur des cycles longs, sur des tendances qui s'inscrivent dans la durée et en termes de civilisation. Ainsi, il affirme que seul dans l'histoire de l'humanité, le Vieux Continent a fait le choix de l'autonomie des arts et des sciences. Ce choix le

place face aux défis spécifiques de la question, fondamentale pour une civilisation, de la cohérence et du sens.

Denis de Rougemont interpelle ainsi l'Université sur cette question. Plus que l'interpeller, il lui confie la responsabilité de répondre à ce besoin de cohérence et à la quête d'universalité. Dans son texte «Université et universalité» (1964), il cible le monde académique sur la question de la spécialisation des facultés, des sciences et des disciplines. Se basant sur *Le Traité de l'éloquence vulgaire*, l'interprétation de Dante de la tour de Babel, il évoque les langues telles «les spécialisations professionnelles» qui minent un monde abandonné à une stricte logique de croissance dans laquelle l'Université ne formerait plus des personnes mais des professionnels sans préoccupations de maîtrise ni de sens.

L'éclatement de la quête d'universalité, du sens et de la cohérence au profit des spécialisations, la formation des professionnels au détriment des personnes, la massification de l'enseignement supérieur, entraînent l'Université vers sa disparition au sens de sa mission fondamentale. Plus de trente ans plus tard, la Déclaration de Bologne *bachelor-master* parachèvera cette évolution en instaurant comme un de ses objectifs, au-delà de la création de l'espace d'enseignement supérieur largement salué, «l'intégration sur le marché du travail européen».

Denis de Rougemont ne se contente pas, encore une fois, de plaider et de polémiquer, même si ses mots sont durs. La dérive dénoncée s'inscrit dans une forme de soumission de la recherche aux besoins immédiats de la société et de son industrie,

de l'idéologie et de la logique nationaliste et militaire. Elle entraîne le monde dans des systèmes que personne ne maîtrise réellement, comme le nucléaire, qui représente à cet égard le risque majeur, ou encore les grandes interrogations qui accompagnent l'émergence de l'informatique, et de façon contemporaine, l'intelligence artificielle et le clonage humain.

Il propose ainsi deux axes essentiels, qui font encore sens aujourd'hui, pour permettre à l'institution de restaurer sa mission fondamentale: débattre, comprendre les finalités et objectifs des recherches avant de se lancer dans leur développement d'une part et, d'autre part, ouvrir des «instituts de synthèse» consacrés aux seuls sujets interdisciplinaires, à l'échelle européenne, forme de «tour d'Anti-Babel». C'est pour répondre à cette préoccupation qu'il fondera l'Institut universitaire d'études européennes en 1963, intégré aujourd'hui à l'Institut d'études globales de l'Université de Genève.

De l'enseignement primaire à l'Université, les réformes proposées et défendues dépendent de notre capacité à changer d'échelle dans notre appréhension du monde, de notre capacité à dépasser l'État-nation pour consacrer celles de la Région, de l'Europe et de l'Humanité.

Pour sortir du conditionnement de l'État-nation synonyme de guerre, compétition et orgueil, l'Europe est fondamentale. C'est à partir de celle-ci que l'Instruction publique et l'Université doivent être repensées. Il s'agit de promouvoir une éducation civique intégrant la culture comme origine et ciment de l'Europe, une «unité de culture» développée dans la

diversité, notamment des langues et des littératures sur plus de deux millénaires à partir d'apports de multiples civilisations.

L'Europe, une Europe fédéraliste, ne doit pas être seulement la base de notre enseignement (civisme), elle doit aussi en être la destinée (question de survie de ses habitants comme de ses cultures), même pour la Confédération helvétique dont le modèle est basé sur le respect des diversités régionales et non pas sur celui de l'État-nation centralisateur.

À l'heure de la mondialisation contemporaine, à l'heure où l'Europe qui n'a ni pu ni su dépasser l'État-nation et qui se heurte, comme partout, à la montée des nationalismes sur fond de nostalgie identitaire, à la réaffirmation des frontières et à la construction de murs, à l'heure du réchauffement climatique et des périls environnementaux, le message de Denis de Rougemont est d'une actualité brûlante.

Si aujourd'hui les écoles, les hautes écoles et la recherche n'ont pas pour mission de promouvoir la paix, ni d'assurer l'avenir de notre planète, pire, si elles accélèrent notre course vers la catastrophe, quelle est donc leur légitimité? Même si elles dépendent de bien d'autres mouvements, et tout particulièrement de notre capacité à faire société, à intégrer plutôt qu'exclure, elles seules sont à même, parce qu'elles contribuent à forger la jeunesse, de préparer notre avenir, à condition de ne pas perpétuer l'absence de sens critique, le manque de culture et l'incapacité à résister aux pressions du moment, tares semblables, attribuées par Denis de Rougemont aux modèles contradictoires américains et soviétiques.

Denis de Rougemont, qui croyait que la réflexion doit mener à l'action, et en la capacité de la jeunesse, affirmait que «le civisme commence au respect des forêts²». Pas de doute que Greta Thunberg l'aura entendu. Au-delà du langage officiel et de la logique de la communication, reste aux autorités politiques et scolaires à accepter un réel changement de paradigme dont le seul levier ne soit plus l'actualité mais la perspective de durabilité.

Charles BEER

Président de Pro Helvetia et ancien conseiller d'État
en charge du département de l'instruction publique à Genève.

Table des matières

Préface	7
Présentation de l'éditeur	17
<i>Les Méfaits de l'instruction publique</i> (1929), aggravés d'une <i>Suite des Méfaits</i> (1972)	25
Éloge d'une certaine paresse (souvenirs de l'Université) (1938)	89
Former des Européens (1956)	95
<i>La personne</i> , but de l'éducation européenne (1960)	109
L'enseignement civique en Europe (1961)	117
L'absurde théorie des « frontières naturelles » (1964)	127
Université et universalité (1964)	131
L'enseignement et la recherche en Suisse (1965)	153
Civisme et culture artistique (1967)	163
Vingt langues, une littérature (1967)	177
Il faut réinventer l'Université (1968)	187
Mai 68 et la contestation [entretien] (1969)	193
Pour un petit livre rouge européen (1970)	203
Réflexions sur l'interdisciplinarité [entretien] (1973)	209
Histoire et prospective de l'identité européenne [entretien] (1976)	213
Le sort de l'an 2000 se joue dans nos écoles (1977)	221
Information n'est pas savoir (1981)	229
Notes de fin	252